

que l'institution républicaine de Rome serait morte avant l'arrivée de nos troupes à Civita-Veccchia. Nous reconnaissions même que cette prévision était fort naturelle à un gouvernement qui laissait voir peu de foi dans la stabilité de nos institutions, et dont le premier fonctionnaire paraissait avoir peur de se compromettre en criant : *Vive la République !* Mais encore une fois, fallait-il tuer la République romaine pour donner raison à la prévoyance fourvoyée de nos diplomates ? si elle devait périr, était-ce bien par la main de la France ? et, fallait-il que notre pays, en voulant devancer l'Autriche, donnât à sa politique l'apparence d'un conflit d'attribution, élevé entre deux bourreaux, pour égorer une victime ?

Il est vrai qu'il ne s'agit plus maintenant de l'intérêt étroit et pour ainsi dire privé de la République française. Le gouvernement et la Chambre ont bien autre chose à faire. Un intérêt bien plus élevé et plus universel, celui du catholicisme, est compromis. Or, il paraît que ce serait un grand malheur pour la religion catholique, si une servitude exceptionnelle n'était pas faite aux Romains ! Son intérêt exige d'eux une renonciation complète et perpétuelle à leurs droits politiques. Et, comme on n'admet pas d'exception à ce principe, car l'intérêt du catholicisme se confond avec l'intérêt général, il est fort heureux qu'il n'exige pas davantage, et qu'il soit satisfait à si bon marché. Ces idées et ces sentiments ne sont point les exagérations de quelque fanatique, comme on pourrait le croire. Non, ils appartiennent à M. Thiers. Il ne s'est pas borné à en faire le rapport, il en a donné la justification. Ecoutez-le dans son rapport : « Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même. » Telle est la formule de ce principe, qui ne donne prise à aucune équivoque, qui ne souffre aucune atténuation. D'ailleurs, M. de Montalembert, s'est chargé de ne laisser aucun doute à cet égard.

A propos de cette phrase, nous n'avons pu nous empêcher de remarquer combien le style de M. Thiers est devenu magistral et absolu sous le régime républicain. Nous sommes obligés de convenir qu'il a beaucoup gagné en énergie et en concision, depuis le mois de janvier 1848, alors que, dans la discussion de l'adresse des députés, discussion qui fut le prélude du 24 février, M. Thiers attaquait avec tant d'ardeur l'indifférence de M. Guizot, pour l'émancipation de l'Italie. « Toutes les fois, disait-il, qu'un gouvernement absolu cesse en Europe, toutes les fois qu'il naît une liberté, la France est délivrée d'un ennemi, et elle gagne un ami... Nous ne devons pas souffrir qu'on vienne étouffer la liberté avec des bayonnettes, partout où elle se